

**Assemblée générale**

Distr. générale
18 avril 2002
Français
Original: espagnol

Assemblée générale
Cinquante-sixième session
Point 107 de l'ordre du jour
Réunion internationale de haut niveau
chargée d'examiner la question du financement
du développement à l'échelon intergouvernemental

Lettre datée du 16 avril 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je me réfère au Sommet des chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu, sous l'égide du Président du Mexique, Vicente Fox, le vendredi 22 mars 2002 à Monterrey (Mexique), dans le cadre de la Conférence internationale sur le financement du développement.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte ci-joint (voir annexe) de la déclaration faite à la conférence de presse que le Président du Mexique a donnée à l'issue de ce sommet comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 107 de l'ordre du jour intitulé « Réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental ».

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Adolfo Aguilar Zinser**



**Annexe à la lettre datée du 16 avril 2002,
adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Texte de la la déclaration faite lors de la conférence de presse
donnée par le Président du Mexique, Vicente Fox, à l'issue
du Sommet des chefs d'État et de gouvernement tenu
le vendredi 22 mars 2002 à Monterrey (Mexique),
dans le cadre de la Conférence internationale sur le financement
du développement**

Évaluation des résultats du Sommet des chefs d'État et de gouvernement

Nous sommes 40 chefs d'État et de gouvernement à nous être réunis aujourd'hui en présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et du Président de la Commission européenne, pour réfléchir et tenir un débat informel et direct autour de la question de l'élaboration d'un nouveau programme de travail intégré en faveur du développement. À l'issue de ce débat, nous avons participé à un déjeuner de travail avec les dirigeants des institutions de Bretton Woods.

Cette rencontre a permis de renforcer l'esprit de Monterrey et elle marque le début d'une nouvelle ère d'engagement commun en faveur de la croissance, du développement et de l'équité aux niveaux national et international.

En qualité d'hôte du Sommet, je me suis permis de faire le résumé des principales questions abordées, dans l'unique objectif de donner aux médias une idée générale de la teneur de l'échange qui a eu lieu. Les chefs d'État et de gouvernement ont eu une impression positive du Sommet, jugeant qu'il avait permis de faciliter la communication et d'approfondir le débat sur certains thèmes qui, pendant la Conférence, n'avaient pu être traités que de façon générale.

Nous avons abordé les deux grands thèmes suivants :

I. Le nouveau programme intégré en faveur du développement

- En premier lieu, nous avons analysé la façon dont les changements qu'a connus le monde rendent nécessaire l'adoption d'un nouveau programme en faveur du développement, différent de celui qui existe depuis près de 50 ans. Pour cela, les institutions et les mécanismes doivent se moderniser. Il ne suffit plus de mettre l'accent sur des domaines compartimentés; le développement durable exige une approche globale. Nous avons estimé qu'il fallait définir un nouveau programme intégré en faveur du développement, reposant sur le principe de la responsabilité partagée. Il a été souligné que la réalisation des objectifs mondiaux exigeait des instruments mondiaux.
- Certains ont avancé que, bien qu'elle ne soit pas une panacée et ait son lot de contradictions, la mondialisation était celui des modèles de développement qui présentait le plus d'avantages pour la promotion du bien-être mondial. On s'est accordé à dire qu'elle n'en devait pas moins être modulée en fonction des

problèmes particuliers à chaque pays de façon à conduire à l'adoption de mesures adaptées.

- En corollaire, certains ont insisté sur la responsabilité commune découlant de l'interdépendance et souligné que l'association avait des conséquences, parmi lesquelles l'acceptation de l'égalité au sein de la diversité, le respect des différences et le refus de la perte d'identité.
- La nécessité d'accroître l'accès aux marchés et d'augmenter les flux de capitaux privés a fait l'unanimité. Nombre de mes collègues ont toutefois estimé qu'il ne suffisait pas d'éliminer les obstacles au commerce, mais qu'il fallait promouvoir le développement de façon intégrée, car ce n'était qu'ainsi que les pays les moins avancés, une fois qu'ils auraient amélioré leurs conditions de vie et leurs niveaux de ressources, deviendraient de meilleurs associés, en créant des cercles vertueux en faveur du développement mondial. C'est pour cela que nous avons envisagé l'importance que revêtait l'adoption de systèmes novateurs pour tirer parti des flux de capitaux privés et les moyens d'atténuer leur nature cyclique.
- En contrepartie, beaucoup de mes collègues ont souligné que les pays les moins avancés devaient améliorer leurs institutions et les pratiques de leurs entreprises et gouvernements, et adopter des politiques économiques solides de façon à attirer les investisseurs. À cet égard, on a souligné qu'aucun pays remplissant ces conditions ne devait être privé de financement en faveur du développement. Par ailleurs, certains ont recommandé de faire appel à la société civile pour s'assurer qu'une utilisation optimale est faite de la coopération optimale et l'aide publique internationale.
- On a souligné l'importance des migrations et de la mobilité de la main-d'oeuvre pour la croissance économique mondiale, ainsi que le rôle essentiel des envois de fonds des migrants pour de nombreux pays.
- Plusieurs chefs d'État et de gouvernement ont estimé que l'augmentation des ressources en faveur des pays les moins avancés décidée par certains pays industrialisés était positive, mais encore très insuffisante. Certes, l'aide bilatérale était importante, mais les organismes multilatéraux devaient faire davantage de dons, et non de prêts, aux pays moins développés.
- On a insisté sur la nécessité de mobiliser les ressources nécessaires pour garantir la paix et la sécurité mondiales, la stabilité financière, la santé universelle, la préservation de l'environnement et la diffusion des connaissances scientifiques dans tous les pays du monde. On a suggéré qu'une partie de ces ressources proviennent de l'utilisation durable des ressources de la planète, qui font partie du patrimoine commun de l'humanité, par l'intermédiaire des fonds d'affectation spéciale qui existent déjà au sein des organismes financiers internationaux. Plusieurs de mes collègues ont insisté pour que ces propositions soient soumises à l'analyse de groupes d'experts.
- Enfin, plusieurs participants ont abordé le thème du terrorisme et de ses liens éventuels avec la pauvreté. On a condamné à nouveau catégoriquement le terrorisme que rien ne justifiait et qui devait être combattu sans relâche et de front. Il est nécessaire de persévérer dans la lutte contre la pauvreté et aussi contre le terrorisme, la violence et la criminalité transnationale organisée, sans pour autant les considérer comme indissociables.

II. Rôle des institutions et organisations multilatérales

- Nous avons examiné le rôle que doivent jouer les organismes multilatéraux dans la conception et le lancement d'un nouveau programme de développement de la société mondiale. On a reconnu que ces institutions devaient continuer à jouer un rôle de premier plan dans l'élimination des énormes disparités existant entre les économies arrivées à différents stades de développement et qu'il serait donc souhaitable d'associer davantage les pays en développement à la prise des décisions au sein de leurs organes dirigeants.
- Nombre de mes collègues ont souligné que, dans le cadre du financement de cette nouvelle conception du développement, de nouveaux instruments devaient être mis en place pour appuyer les pays aux politiques économiques solides mais à l'accès aux marchés financiers encore limité, ainsi que pour favoriser une répartition plus efficace et équitable du risque macroéconomique mondial et financer les biens collectifs mondiaux. On a proposé que des droits de tirage spéciaux soient émis pour ce faire.
- Pour ce qui est de concilier développement et environnement, on a rappelé l'importance du prochain sommet international sur cette question qui se tiendra à Johannesburg à la fin de l'année. On a ainsi proposé la création d'une organisation mondiale de l'environnement et évoqué la possibilité d'établir un lien entre Monterrey et Johannesburg, entre le développement durable et son financement.

En conclusion, bien que nous n'ayons pas été tous d'accord sur tout, nous reconnaissons qu'il est nécessaire d'évaluer régulièrement les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés.

Je considère que le Sommet des chefs d'État et de gouvernement a été un événement sans précédent dans les annales des conférences internationales du fait qu'il a rassemblé un grand nombre de participants, venus de toutes les régions du monde et représentant une grande diversité de nations. L'esprit de Monterrey marque un changement dans le débat en cours. C'est le point d'inflexion du programme intégré de développement.

Le Sommet d'aujourd'hui a une vertu essentielle : il nous a permis d'examiner toutes sortes de thèmes, certains faisant l'objet d'un consensus manifeste, d'autres commençant seulement à être évoqués lors de grandes réunions comme celle qui s'achève aujourd'hui à Monterrey. Toutefois, le débat que nous, chefs d'État et de gouvernement, avons eu aujourd'hui, me conduit à penser que beaucoup de ces thèmes, aujourd'hui objets de désaccord seront demain objets de débat, puis objets de consensus, et ce, grâce à la qualité des travaux de ces derniers jours.

Je suis convaincu que les discussions et la réflexion engagées lors de ce sommet contribueront à développer et garder vivant l'esprit de Monterrey et pour reprendre les mots du Secrétaire général Kofi Annan, qu'elles nous permettront de passer de l'accord à l'action.